

ALORS QUE LEUR PRISE EN CHARGE S'EST CONSIDÉRABLEMENT AMÉLIORÉE EN ALGÉRIE

Les enfants des réfugiés syriens différemment scolarisés

La scolarisation des enfants de réfugiés syriens en Algérie s'est nettement améliorée depuis leur arrivée en masse à partir de fin 2011. Pour preuve, une jeune Syrienne, dont la famille s'est établie dans la wilaya de Djelfa, a décroché l'année scolaire passée son examen de sixième avec une moyenne de 9 sur 10, avec une mention très appréciable en langue française.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Cependant, contrairement aux premières années de leur arrivée en Algérie, les familles syriennes ont «revisité», et ce, en fonction des moyens des uns et des autres, la «formule» de scolarisation de leur progéniture.

Si la majorité d'entre elles a vu ses enfants «normalement scolarisés» dans des établissements relevant du public, pour d'autres, soit les plus nantis, la formule du «privé» est la plus privilégiée.

Ainsi et contrairement à la première catégorie de familles de réfugiés issus du «peuple» avec des «accointances familiales» algériennes, dont une majorité

réside au centre de Sidi Fredj à l'ouest d'Alger, la seconde catégorie ayant fui la guerre civile est issue, quant à elle, de la classe «intellectuelle et d'affaires». Il reste qu'une troisième catégorie de famille de réfugiés — celle-ci est peu nombreuse à s'établir en Algérie — a opté pour des écoles internationales gérées par des ambassades, à l'image de celle se trouvant à Hydra, qui relève de l'ambassade d'Égypte ou celle d'El Biar dépendant de l'ambassade d'Arabie Saoudite.

Ces deux catégories de familles de réfugiés sont établies soit à la périphérie des grandes agglomérations, comme à Baba



Des trousseaux scolaires seront distribués aux enfants.

Hacene ou encore à Sidi Moussa et Khemis El Khechna à Alger où elles exercent des commerces, ou dans certains quartiers à l'instar de ceux situés à Bab Ezzouar ou à Kouba toujours dans la capitale.

Pour cette rentrée scolaire 2016-2017, le Croissant-Rouge algérien compte rééditer les initiatives des années passées, et ce, dans le cadre de «l'opération de solidarité de la part du peuple algérien

envers le peuple syrien frère». «Des trousseaux scolaires seront distribués aux enfants des familles de réfugiés. Les familles ayant quitté les leurs en Syrie doivent sentir qu'elles sont bien accueillies au sein d'autres familles dans leur deuxième pays», nous a expliqué une source du C-RA qui a gardé l'anonymat.

Pour sa part, un ressortissant syrien, réfugié en Algérie depuis fin 2013, considère que la «problématique de la langue d'enseignement au niveau du primaire particulièrement se pose pour un grand nombre d'enfants scolarisés». Il explique son avis par le fait «qu'en Syrie, l'enseignement est dispensé dans le cycle primaire dans la langue maternelle».

L'autre problématique soulevée par notre interlocuteur est celle relative à «l'enseignement de la langue française». «C'est un handicap face auquel nos enfants font face réellement», a-t-il ajouté.

A. B.

RENTÉE SCOLAIRE

La Sûreté nationale pour sécuriser les périmètres des écoles

A la veille de la rentrée scolaire, la Direction générale de la Sûreté nationale a affirmé, lors d'une conférence à Alger, sa présence aux alentours des établissements scolaires afin d'assurer une mission de sécurité et de sensibilisation.

Nawel Boukir - Alger (Le Soir) - Ce dispositif de la DGSN comportant la sécurisation des périmètres des écoles et l'interdiction du stationnement anarchique vient consolider la dernière convention signée avec le ministère de l'Éducation nationale. Il n'implique pas seulement la mobilisation physique d'une centaine de milliers de patrouilles mais également leur investissement moral dans cette tâche.

Le commissaire divisionnaire Aïssa Naïli, directeur de la Sécurité publique de la DGSN, a assuré lors de cette rencontre que «cette implication n'est pas uniquement symbolique mais elle sera réellement effective». En rajoutant que des sessions pédagogiques, cours et conférences, relatives à la sensibilisation et à la prévention quant à la sécurité routière, le code et les accidents de la route, la drogue et ses conséquences, entre autres, seront organisées dans les établissements scolaires.

A ce propos, le commissaire a déclaré la prise en charge et l'orientation de 494 jeunes toxicomanes par les spécialistes de la police de proximité dispersée, principalement, au niveau des grandes villes côtières durant la période estivale. Selon l'intervenant, c'est une thérapie par le dialogue donc psychologique qu'utilisent ces derniers pour amener ces jeunes à accepter d'y associer des cures de désintoxication par la suite.

Evoquant toujours le bilan de ces trois derniers mois, A. Naïli a annoncé que la DGSN a recensé une légère baisse des

accidents de la route, soit de 4,20%. Parallèlement, le nombre de blessés a régressé de 5,33% et celui des décès de 9,40%. Par ailleurs, et dans un autre registre, le commissaire divisionnaire a rassuré et assuré que «les agents de police ne se sont pas retirés des stades et ne le feront

jamais». Selon lui, «le corps ne peut pas délaissier aussi simplement l'une de ses principales missions qui est d'asseoir la sécurité et l'ordre publics».

En spécifiant, que ce sont les fonctions d'accueil et de gestion au sein des stades qui ont été confiées aux unités compétentes

en la matière car n'étant initialement pas des prérogatives relevant de la Sûreté nationale.

C'est donc uniquement la répartition des agents de police dans les stades qui a été revue, pas leur présence ou leur retrait.

N. B.

ÉTABLISSEMENT DU PERMIS DE CONDUIRE

Dès cette semaine auprès des APC

Le permis de conduire sera, désormais, établi par les communes. Une opération qui s'inscrit dans le cadre de la modernisation de l'administration.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Fini les longues files d'attente dans les daïras pour déposer le dossier de délivrance du permis de conduire ou récupérer le document une fois établi. Aujourd'hui, le permis de conduire sera délivré par les communes. Une nouvelle mission confiée aux APC après celles du passeport, de la carte nationale d'identité et de la carte d'immatriculation des véhicules (carte grise).

L'annonce a été faite la semaine dernière par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales lors d'une visite de travail dans la wilaya de Blida. Une décision qui intervient, selon lui, dans le cadre de la modernisation de l'administration.

Ainsi, aux communes sera donc confiée la gestion des

quatre documents : passeport, carte nationale d'identité, carte d'immatriculation des véhicules (carte grise) et permis de conduire. Une démarche qui ne fait justement que faciliter les démarches des citoyens et alléger leurs souffrances. D'ailleurs au grand bonheur des demandeurs, même les délais de délivrance ont été largement réduits.

A l'exemple du passeport dont, aujourd'hui, l'établissement ne dépasse pas une semaine alors qu'auparavant, il «traînait» presque trois mois à la daïra de la circonscription administrative ou de la wilaya, lieu de résidence de l'intéressé.

Par ailleurs, le permis à points ne va pas tarder à arriver. Selon le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjema Talai,



Objectif, alléger les souffrances des citoyens.

le projet de loi sur le permis à points sera programmé aux deux Chambres du Parlement.

Adopté en mai dernier au Conseil du gouvernement, le document sera doté de vingt-quatre points. Il intervient après la

mise en place des fichiers nationaux du permis de conduire, des infractions et de la carte grise. Trois fichiers seront nécessaires justement pour la mise en place effective du permis à points.

Ry. N.